

# Débats et opinions

## Editorial

### Le nouvel ordre mondial de Bush

**L**A GUERRE FROIDE terminée, George Bush père avait eu la prétention de présider à un nouvel ordre mondial, mais les années 90 ne pouvaient répondre à son attente. Enfin vainqueur en Irak, son fils est autrement plus ambitieux : plutôt que d'en parler, il veut être celui qui imposera dans les faits ce remodelage des affaires de la planète.

L'itinéraire de George W. Bush, ces jours-ci, est plein d'enseignements et montre combien le monde a changé. Le sommet du G 8, qui, depuis trois décennies sous une forme ou sous une autre (G 5, puis G 7 et enfin G 8), marque l'apothéose de l'année diplomatique, n'est plus qu'un prétexte pour une tournée triomphale de celui que l'on désignait naguère - du temps de l'affrontement Est-Ouest - comme le chef du monde libre.

George W. Bush va d'abord rendre hommage à la Pologne, incarnation de la « nouvelle Europe » de Donald Rumsfeld. Il aurait évidemment préféré que le sommet des huit pays les plus riches se tienne dans un autre pays que le nôtre. Il passera chez nous une nuit, et surtout pas deux. Mais, s'il écourté son séjour, ce n'est pas seulement pour « punir » la France après son refus d'une guerre en Irak jugée essentielle pour les intérêts américains. C'est aussi parce qu'il a plus pressant à faire que de partager avec d'autres la conduite du monde.

Ce n'est pas un directeur - si puissant soit-il en termes de PNB - qui l'empêchera, par exemple, de laisser filer le dollar, et d'aggraver ainsi chez ses alliés une récession qui risque de mettre fin à une décennie de croissance. Pour George W. Bush, les intérêts de l'Amérique priment. Censé être l'instance de coordination économique mondiale par excellence, le G 8 ne vaut pas plus que l'ONU, l'Otan ou d'autres institutions internationales, à moins qu'elles ne se soumettent à l'avis des Etats-Unis.

En invitant, tour à tour, à Saint-Petersbourg et à Evian, toute une kyrielle de chefs d'Etat, Vladimir Poutine et Jacques Chirac marquent leur différence. Alors que le rêve d'un monde « multipolaire » paraît de plus en plus chimérique, et face au cavalier seul de George W. Bush, Français et Russes tentent de sauver ce qui peut être d'une gestion collective des affaires de la planète.

Mais, dans les jours prochains, les choses sérieuses n'auront lieu ni à Saint-Petersbourg ni à Evian. Ce sera plutôt au Proche-Orient, où se rendra George W. Bush dès qu'il pourra se libérer de son passage obligé par la France. Depuis le 11 septembre 2001, celui qui est devenu le tombeau de Saddam Hussein est convaincu que c'est là-bas, à la fracture entre l'Occident et le monde islamique, que se joue l'avenir du monde.

Bush s'est bien gardé d'inviter les autres auteurs de la « feuille de route » (l'Union européenne, la Russie et l'ONU) pour son premier sommet israélo-palestinien. Mais ce serait une erreur de ne pas le prendre au sérieux lorsqu'il déclare au « Figaro » qu'il est prêt à « faire pression sur Sharon ». De cela dépend le nouvel ordre mondial de George W. Bush.

Pierre Rousselin

INTERNATIONAL A la veille du sommet des pays du G 8 à Evian

## De Saint-Petersbourg au lac Léman...

Avant Evian, Saint-Petersbourg. La plupart des participants au sommet du G 8, qui commencera dimanche pour s'achever mardi sur les bords du lac Léman, ont pris part aux cérémonies du tricentenaire de l'ancienne capitale de la Russie. Symbole d'un monde qui se cherche entre passé et présent, d'un monde sans maître ou, au contraire, écrasé par l'hyper-

puissance américaine ? Comme on voudra...

Jacques Chirac regagnera la France dès ce soir et se rendra directement à Evian où il accueillera les dirigeants des huit pays les plus puissants du monde pour un sommet précédé d'un « dialogue élargi » avec les leaders d'une vingtaine de grands pays émergents et de pays africains.

Le sommet d'Evian permettra-t-il de relancer la coopération internationale après les divisions nées de la guerre en Irak ? Quid du monde multipolaire cher à Jacques Chirac, du pôle unique occidental défendu par MM. Bush et Blair, de la lutte contre le terrorisme, de l'aide au développement, de l'environnement, du sida, de la croissance économique et autres dossiers lourds ?

Sophie Meunier, chercheur au Center of International Studies de l'université de Princeton (Etats-Unis) et auteur avec Philip Gordon du livre *Le Nouveau Défi français : la France face à la mondialisation* (aux éditions Odile Jacob, 2002), rappelle ci-dessous pourquoi la France n'a rien à craindre de la mondialisation.

Richard N. Haass, directeur du Bureau des affaires politiques du département d'Etat (le ministère américain des Affaires étrangères) explique en quoi consiste la politique extérieure des Etats-Unis : une politique flexible où ce sont les missions qui font les coalitions et non l'inverse.

Serge Lepeltier, en charge des dossiers environnementaux à l'UMP, s'inquiète pour sa part du cynisme américain en matière écologique. Si rien n'est fait, dit-il, les catastrophes naturelles se multiplieront et, par le transfert de certains insectes du sud vers le nord, des maladies réapparaîtront dans certaines parties du monde...

Enfin, Bono, le chanteur du groupe U2 et cofondateur de l'association Debt Aids Trade Africa (Data), récemment reçu à l'Elysée, tire la sonnette d'alarme sur l'épidémie du sida en Afrique. **B. B.**

## La France face à ses contradictions

Vins français et eaux minérales, déversés dans quelques caniveaux texans sous l'œil complaisant des médias, furent parmi les premières victimes des accrochages diplomatiques franco-américains. Quelle ironie,

PAR  
SOPHIE MEUNIER

donc, que le sommet du G8 se tienne cette année à Evian ! Les grands de ce monde doivent réfléchir à la relance de la croissance et, à l'initiative de Jacques Chirac, à la promotion d'une mondialisation « plus solidaire, plus responsable, plus sûre et plus démocratique ». Malgré cette belle rhétorique, cependant, le sommet est à nouveau un aimant pour les manifestants « anti » ou « alter » mondialisation, qui ont choisi pour thème de mobilisation l'illégitimité du G 8. Au-delà de son intérêt comme premier vrai test des relations franco-américaines dans l'après-guerre d'Irak, le cru 2003 du sommet du G 8 est

aussi intéressant car il pourrait être l'occasion pour la France d'éclaircir enfin son discours incertain, et souvent contradictoire, sur la mondialisation.

Loin d'être une victime de la mondialisation, la France en est en fait l'un des premiers acteurs et bénéficiaires. Pour en revenir au lieu du sommet, l'eau d'Evian est elle-même symbole de cette économie française qui prospère grâce à la mondialisation. Evian appartient à Danone, le plus grand vendeur au monde de produits laitiers frais et d'eau en bouteilles, le second en termes de biscuits et produits céréaliers, avec des ventes dans 120 pays, et un chiffre d'affaires annuel de plus de 14 milliards d'euros.

Comme Danone, beaucoup d'autres compagnies françaises ont été transformées par la mondialisation et ont trouvé comment utiliser à leur avantage les opportunités offertes par la mondialisation. Ainsi, en dépit de sa réputation de protecteur d'entreprises non compétitives, la France a permis l'essor de grands groupes dynamiques. Dans le classement annuel des 400 meilleures entreprises mondiales publié au mois d'avril 2003 par le magazine américain *Forbes*, la France figurait pour la première fois en deuxième posi-

tion, loin derrière les Etats-Unis, mais devant le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

La mondialisation a altéré la culture entrepreneuriale française de façon radicale. La récente vague de fusions et acquisitions dans laquelle avaient beaucoup participé les entreprises françaises s'est amenue en 2002 sous l'effet d'un difficile climat économique et politique. La débâcle spectaculaire de Jean-Marie Messier et sa stratégie ambitieuse d'expansion internationale de Vivendi ont aussi contribué à une approche plus prudente de la France à l'égard de l'investissement à l'étranger. La France reste cependant l'un des plus gros investisseurs mondiaux. Quant à l'investissement étranger en France, les anciennes réticences ont, semble-t-il, été abandonnées. Les investissements directs étrangers en France ont fait un bond de 26 % en 2001, alors qu'ils ont reculé en moyenne de 50 % dans les grands pays industrialisés pendant la même période. La France était troisième destinataire d'investissement étranger en 2001, après les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Les entreprises étrangères, essentiellement américaines et britanniques, re-

présentent désormais une part importante de l'activité économique nationale, y compris 17 % de la production et 15 % de l'emploi. Les investissements étrangers se montent maintenant à 4 % du PIB (Produit intérieur brut), contre 3,3 % en 2000, et un salarié français sur trois est employé par une entreprise à capitaux étrangers.

Et pourtant, malgré ce rôle majeur de la France dans la poursuite de la mondialisation et ce rôle majeur de la mondialisation dans la modernisation de l'économie française, le pays

*Loin d'être une victime de la mondialisation, la France en est l'un des premiers acteurs et bénéficiaires*

semble s'être enfermé dans un discours critique et négativiste dont il n'arrive pas à sortir. N'oublions pas que la France, patrie d'Attac et de José Bové, est l'un des foyers mondiaux de l'« alter » mondialisation. Les Français semblent en effet obsédés par la mondialisation, à en croire non seulement la place

qui lui a été accordée, depuis plusieurs années, dans les médias, mais aussi dans les discours politiques, de gauche comme de droite. De la « mondialisation maîtrisée » de Jospin à la « mondialisation humanisée » de Chirac, le discours politique a porté publiquement bien plus sur les scandales (comme Vilvoorde) et les débâcles (comme Vivendi) que sur les succès (comme LVMH ou BNP-Paribas).

Au fil des ans, cette rhétorique critique de la mondialisation a insidieusement influencé la société, les médias, et les hommes politiques. Le plus grand succès du mouvement anti-mondialisation a été précisément de définir les termes du débat. S'est créée une atmosphère de mé-

fiance à l'égard de la mondialisation tellement répandue que c'est presque comme si la France partageait une « pensée unique » sur cette question.

A la veille du sommet du G 8 une institution souvent regardée comme réunissant les premiers agents et bénéficiaires de la mondialisation, le processus

même de mondialisation et les institutions internationales qui l'accompagnent semblent être en danger. La crise diplomatique à propos de l'Irak a affaibli le concept d'institutions internationales et, plus spécifiquement, a sérieusement ébranlé la volonté américaine de s'accommoder de leur existence. En conséquence, les Etats-Unis pourraient choisir de se mettre en retrait de la communauté internationale, à la fois politiquement et économiquement. Cela pourrait compromettre la tendance à l'expansion de la mondialisation, déjà ralentie en 2002 avec une croissance du commerce mondial de 2 %, comparée à 10 % l'année précédente.

Le libre-échange n'est pas une position très populaire sur l'échiquier politique américain. De fait, lorsqu'il prit ses fonctions présidentielles, il apparaissait très incertain que George W. Bush allait obtenir du Congrès républicain l'autorité exécutive pour négocier les accords commerciaux internationaux sans restriction législative, connue sous le nom de « fast track ». C'est seulement dans la foulée des attentats du 11 septembre qu'il l'obtint, et encore par une marge d'une voix...

L'intervention étatique et le protectionnisme semblent de retour aux Etats-Unis et ailleurs, comme le montrent les récentes mesures sur l'acier et l'agriculture. Si l'Administration Bush, suivant le modèle qu'elle a inauguré pendant la crise irakienne, choisissait de contourner les institutions internationales et de poursuivre ses objectifs de façon unilatérale, par exemple en matière commerciale, l'économie française en serait directement affectée. Ce repli américain est fort possible, si l'on en juge par la réaction des Etats-Unis à l'annonce du premier cas de vache folle au Canada en mai.

A long terme, ce scénario est loin d'être joué, mais ce qui est clair c'est que la mondialisation a rendu la France plus soumise et vulnérable aux aléas de l'économie internationale. Le paradoxe est que bien que le chœur des voix critiques soit amplifié en France, le pays a besoin de poursuivre, avec succès, la mondialisation. A Evian, ayant à faire face simultanément aux protestations des activistes antimondialisation et à la menace d'un possible retrait américain des affaires internationales, la France devrait saisir l'occasion d'affronter de mettre à jour ses idées équivoques sur la mondialisation.

## Que veulent les Etats-Unis ?

Lorsque les dirigeants des nations les plus riches du monde se rassembleront à Evian, en France, une question dominera le devant de la scène : que veut l'Amérique dans le monde ? Il

PAR  
RICHARD N. HAASS

peut être utile à ce stade de souligner les principes et les idées qui guident la politique extérieure américaine.

Tout d'abord, la flexibilité n'est pas un vice. En effet, en politique extérieure, elle est souvent une vertu. Je ne parle pas de principes, mais de politique. Les Etats-Unis n'ont pas une approche du type « une seule taille pour tous » envers le monde. Ce qui s'est passé en Irak ne doit pas être surinterprété comme un modèle rigide de la politique américaine envers les pays qui font appel à des armes de destruction massive, qui soutiennent le terrorisme ou refusent la liberté à leurs citoyens.

En Irak, les Etats-Unis ont utilisé la force en dernier recours contre un pays ayant un lourd passé d'agressions, et après qu'un fort consensus international se soit développé sur les actions que devait entreprendre l'Irak. Différentes politiques, adaptées aux réalités locales, régionales et internationales devront être mises en œuvre pour répondre aux défis posés par la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie, et bien d'autres pays.

Les forces militaires américaines représentent un élément

essentiel de la majeure partie des actions accomplies par les Etats-Unis sur le plan international. Mais la politique de défense ne constitue qu'un seul des composants de la politique extérieure. Toutes les menaces contre les intérêts nationaux de l'Amérique ne peuvent pas se résoudre par la force militaire. Comme le dit le proverbe, pour les gens qui n'ont qu'un marteau, tous les problèmes sont en forme de clou. La réussite en politique extérieure, comme en menuiserie, doit s'appuyer sur les outils appropriés à la tâche.

Le partenariat avec d'autres pays joue un rôle primordial à ce stade. Malgré toute la puissance américaine, il n'y a pas grand-chose que les Etats-Unis pourraient mieux accomplir seuls dans le monde qu'avec la participation active d'autrui (gouvernements, organisations internationales ou organisations non gouvernementales). Le partenariat - qui implique le partage des charges - facilite la découverte de solutions aux problèmes que des réponses purement nationales ne peuvent résoudre. L'Amérique s'appuie ainsi sur les partenariats dans la guerre mondiale contre le terrorisme.

Au-delà, les institutions internationales s'avèrent d'une aide précieuse, sous réserve qu'elles soient organisées de manière efficace, disposent de mandats réalistes et que leurs membres soutiennent des normes et des objectifs communs. L'Organisation mondiale du commerce en est un exemple typique. Elle offre un forum de négociation des nouveaux accords de libéralisation du commerce, cherche des remèdes contre les politiques protectionnistes et discriminatoires et résout les conflits avec les partenaires commer-

ciaux. Mais les Etats-Unis doivent également s'assurer que les institutions existantes sont adaptées aux réalités actuelles. L'Otan, par exemple, évolue d'une alliance de guerre froide axée uniquement sur l'Europe vers une organisation adaptée à relever les défis de sécurité quel que soit l'endroit où ils surgissent, comme en Afghanistan et peut-être en Irak.

Le multilatéralisme est davantage couronné de succès lorsqu'il est fondé sur une réelle convergence des intérêts et des valeurs. L'ONU et d'autres structures mondiales peuvent parfois être les mieux placées pour traiter les objectifs de politique extérieure des Etats-Unis. Lorsque l'ONU ou d'autres organisations sont réticentes ou impuissantes à s'élever contre de graves menaces, l'Amérique se réserve le droit d'agir avec des coalitions ad hoc de pays de bonne volonté. Même l'ONU n'a pas le monopole de la légitimité qui dépend de la logique d'une action et de la manière dont cette action est mise en œuvre.

Cette souplesse constitue un atout de première importance en raison de la nature des défis qui se profilent à l'horizon. L'anarchie crée un environnement propice à des idéologies extrémistes et peut même offrir un refuge aux terroristes, aux criminels et aux trafiquants de drogue. L'une de nos tâches les plus urgentes consiste à éviter l'implosion des Etats faibles. Une autre tâche vise à aider les pays qui ont sombré dans la violence afin de leur permettre de se redresser.

L'une des impulsions qui régissent l'engagement international de l'Amérique (et l'une des principales sources de sa puissance mondiale) est sa vo-

lonté de rendre le monde meilleur. Toute politique extérieure américaine doit associer intérêts et valeurs car l'opinion américaine insiste toujours pour que les objectifs nationaux américains soient liés aux idéaux nationaux.

L'attrait du leadership américain à l'étranger repose en partie sur l'attrait des institutions politiques, de la société et de la culture américaines, ainsi que sur son enthousiasme à défendre les droits de l'homme et la démocratie. En même temps, nos efforts visant à promouvoir la démocratie dans le monde entier servent les intérêts américains puisque l'une des marques des démocraties est qu'elles règlent leurs différends pacifiquement.

Le monde d'aujourd'hui ne présente rien d'inconciliable entre ses principaux pôles : l'Europe, la Russie, la Chine, le Japon et les Etats-Unis. Cette conformité d'intérêts sur les règles de l'ordre international offre une base prometteuse pour la gestion des défis communs auxquels nous sommes tous confrontés. Nous avons tous un intérêt à vivre dans un monde dans lequel la force n'est utilisée qu'en dernier recours, où le terrorisme est considéré comme inadmissible, les armes de destruction massive ne se répandent pas et ne sont pas utilisées, le libre-échange devient la norme, les citoyens goûtent aux libertés fondamentales, les valeurs démocratiques triomphent et la loi remplace les armes à feu.

Vouloir créer un tel monde peut paraître optimiste, voire idéaliste. Mais ce n'est pas naïf.

Copyright : Project Syndicate. Traduit par Valérie Bellot.

## Cynisme écologiste américain

Ceci est une lettre à un ami américain. Notre amitié est solide malgré les épreuves. Aujourd'hui, pourtant, je doute et je veux dire pourquoi. Ce n'est pas à cause des récents évé-

PAR  
SERGE LEPELTIER

nements d'Irak. Même si nos vues ont été divergentes, ces divergences nous pouvons les assumer. A chacun de faire son chemin. Là où je ne comprends plus, c'est quand je suis confronté à vos positions sur l'environnement et le processus de mondialisation.

Alors que vous avez signé le protocole de Kyoto, vous en refusez la mise en application et avez décidé de ne pas le ratifier. Or l'urgence est là, aussi bien pour le changement climatique que pour des domaines aussi essentiels que la biodiversité et que bien d'autres. Le changement climatique va-t-il être pris en compte suffisamment tôt pour que les mesures soient réellement efficaces ? C'est à cette question que nous devons répondre. Les effets sont déjà perceptibles : inondations, tempêtes, ouragans, cyclones, se multiplient. Certains récifs coralliens ont déjà disparu. En 10 ans, les experts ont répertorié plus de 500 accidents et perturbations terrestres dus au réchauffement planétaire. La planète n'a jamais connu un tel réchauffement dans un temps aussi court. L'écosystème a des

difficultés d'adaptation considérables.

Si rien n'est fait, certains lieux parmi les plus beaux du monde seront rayés de la carte. D'un tiers à la moitié des glaciers disparaîtront. Les catastrophes naturelles se multiplieront. Par le transfert de certains insectes du sud vers le nord, des maladies difficilement enrayerées réapparaîtront dans certaines parties du monde.

Il faut aller vite. Le réchauffement climatique renvoie à une gestion du temps tout à fait inhabituelle en matière de décision politique. Quand les émissions de gaz à effet de serre augmentent aujourd'hui, il faut plusieurs décennies (100 à 120 ans) pour stabiliser la concentration de carbone responsable du réchauffement climatique ; plusieurs décennies encore pour stabiliser les températures (environ 50 ans) ; et à partir de là, du fait du temps nécessaire à la fonte des glaces, plusieurs siècles pour stabiliser la hausse du niveau de la mer. Les décisions prises aujourd'hui seront donc pour les cinq prochains siècles de ce millénaire.

Les Etats-Unis peuvent-ils rester à l'écart d'un tel enjeu ? Votre responsabilité devant l'Histoire est immense. A vous seuls, vous émettez le quart des gaz à effet de serre émis dans le monde. Chaque Américain émet 5,4 tonnes de gaz carbonique quand un Français en émet 1,7 tonne. J'entends vos arguments. Refusant le multilatéralisme, vous ne voulez rien vous faire imposer. Vous avez foi dans la science et dans l'évolution technologique qui devraient à terme, d'après vous, tout résoudre.

Tout ceci est peut-être vrai, mais tout s'accélère. Nous

sommes face à un phénomène qui nous dépasse. Si nous ne faisons rien aujourd'hui, il deviendra de plus en plus difficile d'agir. 20 % de la population du globe consomme à elle seule 80 % de l'énergie mondiale. La planète émet aujourd'hui 6 milliards de tonnes de carbone, elle en émettra 20 milliards en 2050. La consommation d'énergie des 20 prochains années du XXI<sup>e</sup> siècle équivaudra à toute l'énergie consommée pendant toute l'histoire de l'humanité jusque-là.

Mais nous n'aboutirons à rien pour l'environnement si nous ne domestiquons pas la mondialisation. Vous ne pouvez pas continuer à bloquer toute évolution. La mondialisation est, je le sais, positive : les pays en développement ont dans l'ensemble vu leur situation s'améliorer. Mais elle a aussi des effets négatifs. Elle accentue l'instabilité. Elle accroît les inégalités entre les pays. Une majorité de pays (environ 150) sont distancés et marginalisés. Il nous faut donc renforcer la gouvernance mondiale.

Voyant nos efforts, les pays émergents, tels que la Chine et l'Inde, auront moins de réticences à rentrer dans le processus. Ils le feront d'autant plus que les pays du Sud seront les premiers touchés par les grandes catastrophes écologiques. Et je parie qu'alors, l'opinion publique américaine forcera son gouvernement à agir. Et les entreprises américaines comprendront que leur intérêt n'est pas de rester en dehors du développement technologique majeur que permettra la mise en place des nouvelles règles environnementales.

Je reste donc optimiste. Mais que de temps perdu !